

Libération (site web)
vendredi 13 décembre 2024 - 06:38:00 1124 mots

Crise des agriculteurs : «La FNSEA maintient le mythe de l'unité du monde agricole»

Olivier Monod

Yannick Sencébé, sociologue dans une école d'agronomie, décortique le jeu des syndicats agricoles et les raisons de la crise qui secoue le secteur.

[Dans la crise agricole actuelle](#), le monopole de l'alliance du syndicat majoritaire FNSEA et des Jeunes agriculteurs (JA) est attaqué sur sa droite par la Coordination rurale et, sur sa gauche, par la Confédération paysanne. Yannick Sencébé, sociologue au sein de l'école d'ingénieur AgroSup Dijon, analyse pour *Libé* les positionnements des syndicats et les raisons profondes des difficultés financières du secteur.

A propos de la crise agricole en cours, [vous avez écrit](#) que les réponses apportées étaient «captives d'un modèle économique à bout de souffle». Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Il faut bien comprendre ce qui se trame. L'année 2024 a commencé par une crise et se termine avec la même crise. Il ne s'agit donc pas d'une grogne, d'une colère ou d'un mouvement passager. C'est une crise structurelle. Les agriculteurs sont otages du capitalisme alimentaire [mis en place après-guerre](#) avec l'intégration de l'agriculture dans le secteur agro-industriel (depuis la fourniture d'intrants et d'agroéquipements jusqu'à la grande distribution). Ce modèle est défendu par la FNSEA qui maintient le mythe de l'unité du monde agricole malgré [les énormes disparités de revenus](#). Les 10 % d'agriculteurs les plus riches gagnent en moyenne annuelle, sur un intervalle de dix ans, 69 500 euros, quand les 10 % les plus pauvres touchent 8 400 euros ! Ces gens-là n'ont pas les mêmes intérêts. [Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA](#), cumule 22 mandats divers et est à la tête d'une holding de 700 hectares. Il y a une distance sociologique qui rend difficile une véritable représentation syndicale des agriculteurs pauvres.

Sur le temps long, la FNSEA perd des voix lors des élections aux Chambres d'agriculture. En 2019, elle a recueilli 55 % des suffrages mais garde le contrôle de plus de 90 % des chambres, comment l'expliquez-vous ?

Il y a une prime à la majorité. La liste en tête obtient plus de sièges que son score. Ce mécanisme fait de la FNSEA un syndicat de service plus que de représentation. Cette surreprésentation au niveau des Chambres lui permet d'être présente dans toutes les organisations professionnelles agricoles (banques, assurance, etc.) qui ont des sièges réservés aux syndicats majoritaires. Adhérer à ce syndicat ouvre donc des portes, quand adhérer à ses concurrents peut en fermer. Au niveau national, la cogestion mise en place dans les années 60 fait de la centrale l'interlocuteur privilégié du ministère. Enfin, elle entretient un lobbying puissant au niveau européen, où elle ne s'est jamais opposée, jusqu'à présent, à la libéralisation des échanges.

Justement, il va y avoir des élections en janvier 2025. Le mouvement en cours n'est-il en réalité qu'une vaste campagne syndicale ?

Non, je pense que les agriculteurs en colère rencontrent de réelles difficultés. Aujourd'hui, moins de 1 % de la population doit nourrir 68 millions de personnes. Est-ce tenable ? Les producteurs s'épuisent. On a organisé la réduction du nombre d'exploitations dans l'agriculture par une politique d'installation sélective, ce qui s'est traduit par un agrandissement et une concentration des structures. Le travail s'est intensifié mais sans que leur revenu ne suive. L'essentiel de la valeur ajoutée de l'alimentation est capté par les transformateurs et la distribution. C'est le secteur aval qui maîtrise l'accès aux consommateurs. En parallèle, les coûts de productions augmentent sous la pression des fabricants d'équipement et de produits phytosanitaires. En France, les agriculteurs sont plus endettés qu'ailleurs. Résultat : ils vivent sous perfusion des aides publiques. En moyenne, 74 % de leur revenu dépend des aides ! Il faut aussi ajouter à cela la crise de renouvellement des actifs agricoles. Cette profession n'assure plus son renouvellement.

En 2019, les deux syndicats opposés à la FNSEA, la Coordination rurale et la Confédération paysanne, ont obtenu environ 20 % des voix chacun. Qu'est-ce qui les différencie de la ligne de l'organisation majoritaire ?

La Confédération a toujours défendu une agriculture paysanne, le partage des ressources, avec des fermes à taille limitée, et une vision internationale de la défense de la paysannerie. Elle critique la libéralisation des échanges pour défendre la paysannerie ici, mais aussi celle des pays du Sud. C'est ce qui la différencie de la Coordination rurale, qui est également opposée au libre-échange mais avant tout pour défendre les paysans d'ici. Cette dernière agrège des personnes qui ne se retrouvent pas dans le libre-échangisme de la FNSEA tout en s'opposant, comme elle, aux réglementations environnementales.

Comment expliquez-vous la tournure anti-écologique qu'ont prise les manifestations d'agriculteurs ?

Ce n'est pas totalement nouveau. On voyait déjà les germes de cela dans la dénonciation de [l'agribashing](#), en 2020. Le traité avec le Mercosur attise la colère face à ce qui est ressenti comme un dumping environnemental. Je pense que c'est plus simple de taper sur l'Office français de la biodiversité, sur l'Inrae ou sur le loup que de remettre en cause un système global. Il y a aussi une distance sociale qui s'est creusée entre une partie de la profession qui se crispe et les défenseurs de l'environnement. Cette opposition a été largement mise en scène par le gouvernement dans la gestion des précédentes crises. Il y a aussi eu un travail du syndicalisme majoritaire dans ce sens. J'y vois une stratégie pour détourner le regard des agriculteurs des vraies causes. Un autre discours serait possible. Quand on sait que les premiers malades des pesticides sont les agriculteurs, que les prix des intrants ne vont cesser d'augmenter et que les fabricants de pesticides engrangent des bénéfices, qui sont les véritables ennemis des agriculteurs ?

Vous enseignez dans un master d'agroécologie au sein d'une école d'agronomie. Comment ce sujet est-il perçu par vos étudiants ?

Nous avons des publics divers. Certains étudiants sont éco-anxieux. Etant déjà bien informés sur les constats, ils recherchent surtout des solutions. D'autres sont toujours socialisés dans l'opposition entre la «vraie agriculture qui nourrit les gens» et l'agriculture agroécologique

vécue comme moins efficiente. Après, tous se heurtent à une certaine réalité du monde du travail et au verrouillage économique. Qui a les moyens de recruter ou de rémunérer les stages ? Ceux qui captent la valeur ajoutée et l'essentiel des aides publiques, c'est-à-dire les firmes de l'agroalimentaire ou du machinisme agricole et non les structures associatives qui accompagnent les agricultures alternatives.